

**CENTRE DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ
ET L'INJUSTICE AU RWANDA (CLIIR)**

Boulevard Léopold II, n°227

1080 BRUXELLES

Tél/Fax : 32.81.60.11.13

GSM: 32.476.70.15.69

Mail : cliir2004@yahoo.fr

Bruxelles, le 30 octobre 2007

**Au Rwanda le véritable pouvoir est détenu par des criminels
notoires impliqués dans les crimes de génocide contre des Hutus**

Voici le témoignage accablant du Lieutenant Abdul Joshua RUZIBIZA, un officier tutsi du Front Patriotique Rwandais (FPR) qui a établi la liste des principaux auteurs des massacres contre des civils Hutu dans son livre de 494 pages, publié aux éditions Panorama intitulé « **Rwanda : Histoire secrète** » dans les pages 334 à 347 : Ce militaire tutsi reconnaît à la page 347 le génocide des Hutus : « *D'après ce que j'ai expliqué dans la partie sur la planification du massacre systématique des Hutus, soit sa préparation, la mise en place systématique des Hutus, soit sa préparation, la mise en place des structures de supervision de son exécution ainsi que l'effacement des traces, je ne puis nier qu'il s'agisse d'un génocide* ». Les noms des militaires tutsis ci après ont trempé dans tous les massacres que ce soit au Rwanda ou en République Démocratique du Congo. Voici les extraits de ce témoignage

« A Ndera comme à Masaka, lorsqu'on avait fini d'entasser les cadavres, le lieutenant-colonel Jackson Rwahama et le lieutenant-colonel Karake Karenzi envoyaient, pour l'incinération, des camions pleins de barils d'essence en provenance de la station d'essence militaire de Kacyiru ou de la station d'essence de Kabuye près des anciennes citernes de la société Petrorwanda. Cela se passait deux fois par semaine. A l'aide des bulldozers, on allait jeter les cendres dans un endroit éloigné, souvent dans la rivière Nyabarongo. Durant les cinq premiers mois, c'est-à-dire jusqu'en décembre 1994, j'évalue à plus de cinquante mille le nombre des personnes tuées à Masaka sans compter celle qui ont été tuées à Kami-Ndera.

Avant de terminer ce chapitre, je vais passer en revue les principaux auteurs de cette hécatombe. A la tête figurait le colonel Kayumba Nyamwasa qui était sous les ordres directs du général-major Paul Kagame. Ensuite, venaient :

le lieutenant-colonel Karake Karenzi,

le lieutenant-colonel Jackson Mutabazi Rwahama, adjoint à la DMI,

le major Steven Balinda

le lieutenant Joseph Nzabamwita,

le lieutenant Francis Mutangana,

le capitaine Geoffrey Shema,

le lieutenant Richard Isoke (il a été assassiné),

le sergent John Cassius,

le sergent Tharcisse Idahemuka,

le sergent Augustin Hodari,

le sergent Jérôme Mukunzi,

le sergent Innocent Gasana qui représentait la Garde républicaine

Le reste était constitué de simples soldats qui agissaient sous les ordres de leurs chefs.

Je ne passerai pas sous silence le fait que les militaires qui étaient à Masaka, deux compagnies comptant plus de 250 hommes, étaient tous de l'ethnie tutsie et qu'ils ne faisaient que tuer et incinérer les corps, soit sur place, soit au parc national de l'Akagera.

Il eut encore d'autres sites de tueries : les sites de Gabiro, de Rwinkwavu et Nasho en préfecture de Byumba, les sites de Kidaho et Nkumba en préfecture de Ruhengeri.

Il était facile de capturer et de tuer un très grand nombre de Hutus parce que les militaires de l'APR étaient disséminés dans toutes les communes du pays. Je n'oublierai pas de rappeler que bon nombre de communes étaient dirigées par les militaires, appelés abakada (« cadres »). Il y avait, pour chaque groupe de 10 soldats, un soldat du service de renseignement (Intelligence Staff) et un soldat jouant le rôle de commissaire politique. Les arrestations de personnes à assassiner étaient ordonnées par les officiers du service de renseignement du bataillon avec l'aide des PC (Political Commissar). Ils recevaient les ordres de la DMI et du G5.

Chaque fois qu'il y avait un détachement de 100 soldats ou une compagnie, pour mieux dire, ils s'arrangeaient pour trouver une grande maison qu'ils transformaient en cachot. Si ledit cachot se trouvait à un endroit discret, tous les prisonniers étaient tués pendant la nuit. Mais lorsque le cachot se trouvait à un endroit tel que, s'il y avait des tueries la nuit, le lendemain la nouvelle serait répandue, on procédait autrement. On attendait que le cachot soit bondé et on prétextait qu'une partie des prisonniers devait être transférée au bureau communal ou dans d'autres cachots et presque tous étaient tués avant d'arriver à destination. Ces actes ont continué jusqu'au début de l'année 1995.

G2. Gendarmerie

La gendarmerie, même si elle faisait fonction de police, était constituée uniquement de militaires bien choisis. Elle a été rebaptisée « Police nationale », mais elle n'est dirigée que par des militaires. Ce que je veux démontrer ici c'est que la petite taille de la gendarmerie d'alors ne l'a pas empêchée d'arrêter, de faire disparaître et de tuer des milliers de gens.

La présence de Kayumba Nyamwasa à la tête de la gendarmerie rendait plus expéditifs les massacres collectifs de la population par la gendarmerie que par l'armée. Dans la mise en place de la gendarmerie, on avait choisi des bourreaux notoires pour accomplir rapidement la sale besogne. Tous n'ont pas rejoint la gendarmerie dans la même période. Les militaires suivants ont continué de s'illustrer dans les massacres contre des civils Hutus innocents.

le colonel Kayumba Nyamwasa,
le lieutenant-colonel John Bagabo,
le major Damascène Sekamana,
le capitaine Dan Munyuza,
le capitaine John Zigira,
le capitaine Gacinya Rugumya,
le capitaine Augustin Macumu,
le lieutenant Célestin Kayitankore,
le lieutenant John Karangwa, etc.

Tous ces officiers et beaucoup d'autres encore ont versé le sang de civils innocents dont je ne peux évaluer le nombre tellement ils sont nombreux.

Les grades de ces militaires du FPR sont des grades qu'ils avaient en 1994. Aujourd'hui, ils ont tous été promus à des grades supérieurs pendant ces 13 dernières années. Certains ont été nommés à des postes de responsabilités dans la justice militaire. D'autres occupent de hautes fonctions dans l'Armées, la Police et la DMI. Notre Centre demande qu'ils soient poursuivis et jugés comme le sont les suspects Hutus depuis 13 ans déjà.

Pour le Centre, MATATA Joseph